



le 2ème Forum Mondial des Droits de l'Homme (FMDH) à Marrakech

Déclaration de la Plateforme Euro marocaine MDCCD

A la fin du mois de novembre 2014 se tiendra le 2ème Forum Mondial des Droits de l'Homme (FMDH) à Marrakech, Maroc. Ce Forum est organisé dans un contexte particulièrement délicat au niveau local, régional et international. Au niveau local, le Maroc, pays organisateur, mène une double politique, l'une sécuritaire avec des atteintes graves au droit d'association, de réunion, et d'expression dont sont victimes les associations démocratiques de la société civile et leurs militants. De l'autre, celle de vouloir présenter le pays comme une vitrine des droits humains, ce qui est contre-dit par des faits répressifs et des déclarations de ministres cherchant à discréditer les associations des droits humains. Sur le plan de la participation des associations des migrants au niveau européen et mondial, une fois de plus, nous nous trouvons obligés de regretter le comportement des organisateurs qui ont « oublié » les structures démocratiques issues des migrations.

La Plateforme Euromarocaine Migration Développement Citoyenneté Démocratie tient à dénoncer les atteintes aux droits dont sont victimes les militants des droits humains et leurs associations ; réaffirme son soutien aux associations de défense des droits humains et des droits des migrants en Général et au Maroc en particulier.

Animée par un esprit constructif, notre plateforme espère que ce deuxième Forum puisse aboutir à des conclusions émanant des soucis quotidiens des citoyens à travers le Monde et prenne en compte les recommandations des différents ateliers programmé de façon officielle, autogérée ou à la marge du Forum. Un tel Forum ne peut en aucun cas servir exclusivement à l'autosatisfaction d'un Etat, qui donne par une main, ce qu'il reprend par une autre.

L'émancipation des peuples passe par l'édification des Etats de droit qui élargissent les espaces de liberté, encouragent les initiatives collectives et garantissent la démocratie participative. Des Etats qui n'instrumentalisent pas, qui ne s'ingèrent pas et qui ne « paternalisent » pas leurs peuples. Des Etats qui prennent en compte sur le même pied d'égalité tous les résidents du territoire qu'ils sont sensés administrer sans distinction d'origine, de sexe ou de religion. Des Etats qui ne se contentent pas des effets d'annonce et de bonnes intentions qui restent la plupart du temps lettre morte.

Le monde traverse une crise profonde porteuse de graves dangers économiques, culturels et sociétaux. Cette crise peut engendrer le pire comme le meilleur. Les migrants à travers le monde sont l'une des catégories sociales les plus vulnérables, variable d'ajustement de politiques de courte vue sur le plan économique, victimes d'une montée inquiétante du racisme, de la xénophobie et du rejet de l'Autre. Au Sud comme au Nord, les migrants sont les éternels bouc-émissaires d'un système basé sur le profit et la déshumanisation des rapports entre les peuples.



Face à ces dangers, nous sommes au carrefour de choix historiques : Soit continuer dans une impasse d'égoïsmes nationaux et régionaux, se barricadant derrière des murs visibles et invisibles, menant des politiques faisant le lit des bêtes immondes, n'hésitant pas à souffler sur les braises pour mettre à l'index les migrants source, selon eux, de tous les maux de la société.

Soit saisir ces énormes défis pour initier une nouvelle vision du monde capable de mobiliser les énergies positives des peuples et la solidarité internationale, mettant l'Homme au cœur de tout projet de développement humain.

Nous associations, membres de la Plateforme, issues des migrations internationales, préconisons l'urgence et la nécessité de mener une nouvelle politique migratoire au niveau mondial s'appuyant sur des idées-forces novatrices, en particulier :

1- La libre circulation et d'installation de toutes et de tous :

Dans son rapport 2009 sur le développement humain, le PNUD a démontré que les migrants sont les principaux vecteurs du développement loin devant l'aide publique de développement (APD). La production des richesses humaines, économiques et culturelles passe par la libre circulation des êtres humains source d'accumulation, d'échange et de connaissance mutuelle entre les peuples et les individus. Les barrières érigées entre le Nord et le Sud sont non seulement inefficaces mais surtout mènent des pans entiers de la jeunesse des pays du Sud vers la mort certaine dans le plus grand cimetière marin du monde qu'est devenu la méditerranée, ou contre des murs électrifiés (ex. à Ceuta, Melilla, frontière mexico-américaine...).

2- La reconnaissance des droits politiques et civiques des migrants :

Le statut d'infra-droit des migrants à travers le monde aggrave les inégalités, exacerbe les tensions entre les différentes composantes des sociétés et renforce l'extrême droite dans ses campagnes haineuses contre les plus démunis.

L'égalité des droits économiques, sociaux, culturels et politiques basée sur la résidence est le seul fondement juridique qui doit régir les rapports entre les hommes et les femmes à travers le monde.

3- La gouvernance démocratique des questions migratoires :

Alors que l'immigration est au cœur d'enjeux planétaires, elle reste prisonnière de politiques nationales ou régionales essentiellement sécuritaires. Il est temps que les mécanismes et les instruments mis en place au niveau mondial puissent intégrer les droits des migrants dans la transparence. Des actes urgents sont nécessaires à poser, notamment :

4) La ratification par tous les Etats membres des Nations Unies de la convention internationale des droits des migrants et de leurs familles.

5) L'inscription des migrations internationales dans l'agenda post 2015 des prochains Objectifs du Développement Durable (ODD) comme axe transversal.

6) L'association systématique des OSIM (Organisations de Solidarité Internationales Migrantes) dans les espaces de réflexion et de décision concernant les migrations internationales.

Amsterdam/Nancy, le 14-11-2014

Latif Mortajine, *Président de la Plateforme Euro-Marocaine MDCCD*, tel: 0033 611719884
Abdou Menebhi, *Secrétaire de la Plateforme Euro-Marocaine MDCCD*, tel: 0031(0) 655818828